

Monsieur Thorn nous répond

Comme nous l'avions annoncé au dernier numéro, "forum", en collaboration avec "brennpunkt", périodique de l'AFC, avait introduit une demande d'interview auprès de Monsieur le Ministre d'Etat G. Thorn, Ministre des Affaires Etrangères, responsable de la politique luxembourgeoise de coopération au développement.

Cette lettre, à laquelle les questions que nous avions l'intention de poser à M. G. Thorn étaient annexées, était partie le 30 août. Le 5 octobre dernier nous avons reçu la réponse ... écrite à nos questions. Dommage, car on aurait bien aimé demander quelques précisions. Nous sommes donc obligés de le faire en ajoutant un court commentaire à cette interview publiée ci-dessous.

AFC/forum: La situation mondiale est caractérisée par le fait que deux tiers des hommes vivent dans des conditions inhumaines et que l'écart entre riches et pauvres va grandissant.

Comment réagissez-vous face à cette situation ?

M. Thorn: L'attitude du Gouvernement luxembourgeois en face de la situation dans les pays en voie de développement a fait objet de nombreuses déclarations au cours des années passées. Il suffit donc de rappeler que, dès la première prise de conscience du problème, le Gouvernement luxembourgeois s'est rallié au point de vue des pays industrialisés qui favorisent une coopération désintéressée entre pays riches et pays pauvres. Le Luxembourg figure parmi les pays fondateurs de l'Organisation des Nations Unies qui, dans sa Charte, a formulé pour la première fois la nécessité et l'urgence d'une assistance systématique aux pays en voie de développement. Depuis lors, il ne s'est jamais départi de ces principes. Le Gouvernement luxembourgeois est pleinement conscient de l'obligation morale qui existe dans le chef des pays industrialisés de coopérer avec les pays en voie de développement dans leurs efforts pour une amélioration des conditions de vie de leurs populations.

AFC/forum: Quelles sont, selon vous, les causes du sous-développement de ce qu'on est convenu d'appeler le Tiers-Monde ?

Bon nombre des peuples qui en sont victimes rendent nos pays occidentaux responsables de leur sous-développement. Etes-vous d'accord avec eux ?

M. Thorn: Il y a lieu de relever que le Luxembourg ne s'est pas associé à l'adoption de cette obligation morale dans un sentiment de culpabilité envers les pays en voie de développement. Il voit les raisons de son engagement plutôt dans l'existence d'une interdépendance qui comprend le monde entier et englobe les pays riches en même temps que les pays pauvres. C'est le sentiment de solidarité inter-

nationale et de fraternité de tous les peuples qui le pousse à s'associer de façon permanente aux efforts des autres pays industrialisés.

Il n'est que naturel que les peuples aigris par leur pauvreté rendent ceux qui ne le sont pas responsables de leur propre misère. Mais la pauvreté n'a pas été introduite dans les pays d'outre-mer qu'au moment de l'arrivée des Européens. Elle y a existé avant le colonialisme. La faute des pays coloniaux est d'avoir omis entièrement ou du moins de n'avoir pas effectué un effort suffisant, durant leur présence dans ces pays, pour faire participer les populations locales aux richesses que leurs campagnes, leurs forêts, leur sous-sol produisaient et d'avoir contribué ainsi au maintien sinon à l'augmentation de la pauvreté. C'est avec un grand retard que les pays industrialisés s'efforcent aujourd'hui de réparer cette carence. Il est vrai que, à quelque chose malheur étant bon, le degré élevé d'industrialisation que ces pays ont atteint et l'expérience qu'ils ont gagnée dans tous les domaines de l'économie et de la gestion contribuent maintenant à accroître considérablement l'efficacité de la coopération et l'impact de l'aide.

AFC/forum: Comment concevez-vous le "nouvel ordre économique" que doivent préparer nombre de conférences internationales ?

Un tel ordre suffira-t-il pour résoudre le déséquilibre mondial entre pays riches et pauvres ?

M. Thorn: Le Gouvernement luxembourgeois participe aux travaux de nombreuses organisations internationales qui s'occupent de questions de coopération et de développement. Ces travaux sont utiles et fructueux. En effet, la coopération au développement - c'est le terme lui-même qui le dit - est une question qui se situe essentiellement sur le plan international. Les organisations internationales constituent donc le forum tout indiqué pour organiser cette coopération, pour établir des objectifs communs à atteindre par tous.

Le système des grandes conférences internationales réunissant autour d'une seule table pays industrialisés et pays en voie de développement, n'en est encore à ses débuts. Il est certainement prématuré de porter ^(un) jugement sur leurs effets. Un nouvel ordre économique en devrait être le résultat, dont il serait téméraire de préjuger au moment où il ne se trouve qu'à un stade de première conception provisoire. La patience et la persévérance sont les deux qualités qui s'imposent au stade actuel.

AFC/forum: Certains pays du Tiers-Monde ont annoncé leur intention de créer par exemple des cartels de pays de producteurs de matières premières ou de nationaliser toutes leurs ressources naturelles. Certains milieux occidentaux en sont indignés et crient au chantage. Comment réagira le Gouvernement luxembourgeois au cas où ces menaces se réalisent ?

M. Thorn : Les pays producteurs de matières premières ont déjà constitué une organisation qui s'occupe de la détermination d'une politique commune et de l'élaboration de décisions communes pour les grands problèmes qui se posent notamment en matière de prix. Il s'agit de l'OPEC qui s'occupe du produit de base qui est actuellement le plus important de tous, le pétrole. Comme tous les pays industrialisés, le Gouvernement luxembourgeois accepte l'existence de cette organisation et s'efforce d'obtenir dans les cadres appropriés que ses décisions soient prises dans l'intérêt et des producteurs et des consommateurs de pétrole.

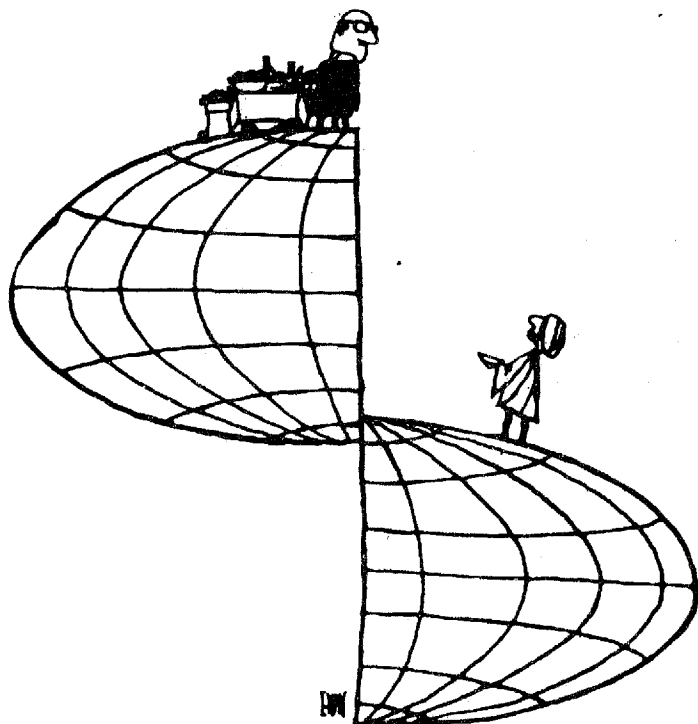
Le Gouvernement a salué la décision des pays membres de l'OPEC de libérer une partie de leurs revenus sur le pétrole en faveur des pays en voie de développement. Parmi ces derniers, il y a un certain nombre qui ont été durement frappés par la montée rapide et imprévue des prix du pétrole dont la stabilité avait été une condition déterminante dans l'exécution de leurs projets de développement en cours. Dans le cas où d'autres organisations de producteurs de produits de base verraient le jour, la politique à suivre ferait objet de discussions au sein des organisations internationales, auxquelles le Gouvernement luxembourgeois participerait dans l'intérêt du pays.

AFC/forum: La plus grande partie de la politique de coopération du Luxembourg consiste à participer à des programmes multilatéraux (CE, AID, Nations Unies, etc.). A côté de cette aide multilatérale, quelle est la politique luxembourgeoise en matière de coopération bilatérale ?

M. Thorn : Tant que les principes, les objectifs et les modalités de la mise en oeuvre pratique de la coopération au développement n'étaient pas encore suffisamment définis le Gouvernement luxembourgeois s'est borné à contribuer à des fonds d'aide créés et gérés par des organisations internationales. Il a augmenté régulièrement ses contributions volontaires, mais a fait confiance aux administrateurs de ces fonds quant à leur emploi.

Depuis quelques années, nous consacrons des sommes de plus en plus importantes, d'une part, à des projets bilatéraux que nous finançons et faisons exécuter sous notre surveillance, d'autre part, à des projets conçus et entrepris par des Luxembourgeois, auxquels le Gouvernement attribue des subsides moyennant la justification comptable et opérationnelle de leur emploi. Parmi les projets entrant dans la première catégorie, je cite la construction d'un institut de monitrices et infirmières avec un hôpital annexe à Rwamagana, en République de Rwanda. Ce programme est complété par des stages de formation d'environ un an que des groupes d'élèves de l'institut viennent parfaire dans les hôpitaux du Grand-Duché. Quant aux projets subsidiés, il a lieu de mentionner le projet d'élevage et de production de viande, avec construction de l'infrastructure - routes et ponts - pour l'acheminement vers les marchés que le R.P. Spoden est en train d'exécuter à Djuma, en République du Zaïre. D'autres projets ont déjà été sélectionnés et sont prêts à entrer dans la phase de la réalisation.

Il est prévu d'en arriver graduellement à une situation qui verrait la moitié des fonds consacrés au développement mis à la disposition de fonds d'organisations internationales et l'autre moitié réservée à l'exécution de projets bilatéraux.



AFC/forum: Comme tous les pays occidentaux, le Luxembourg s'est engagé, dans le cadre de la stratégie internationale des Nations Unies pour le développement, de transférer 0,7% de son PNB à titre d'aide publique au développement aux pays du Tiers-Monde.

En 1976, le Luxembourg a payé à peine 0,2% de son PNB, alors que le taux atteint par les Pays-Bas pour cette même année est de 0,74% et que le taux des pays de l'O.C.D.E. en 1975 était de 0,36%.

Cela étant et compte tenu du fait que nous avons un revenu moyen annuel par tête d'habitant de 5300 dollars, l'un des plus hauts du monde, ne pensez-vous pas qu'une contribution aussi minime de la

part de notre pays est indigne et injustifiable ?

M. Thorn: Le taux de 0,7% est un but proposé, mais il est certain que beaucoup de pays n'y parviendront pas pour 1980. Les deux seuls pays qui l'ont atteint jusqu'à présent sont la Suède et les Pays-Bas. Quant au Luxembourg, il atteindra un taux

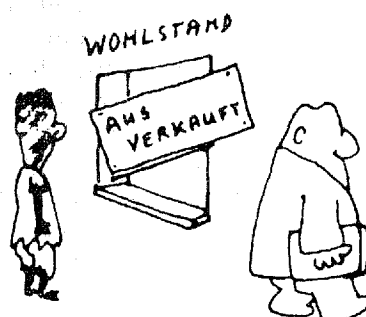
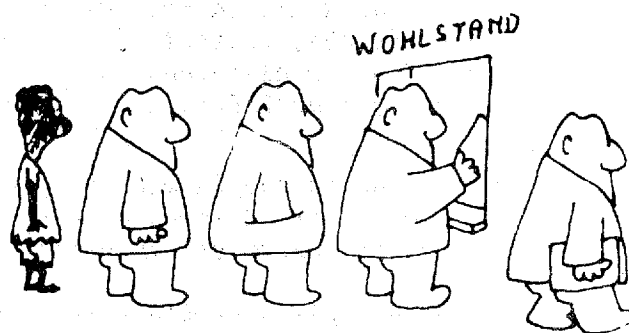
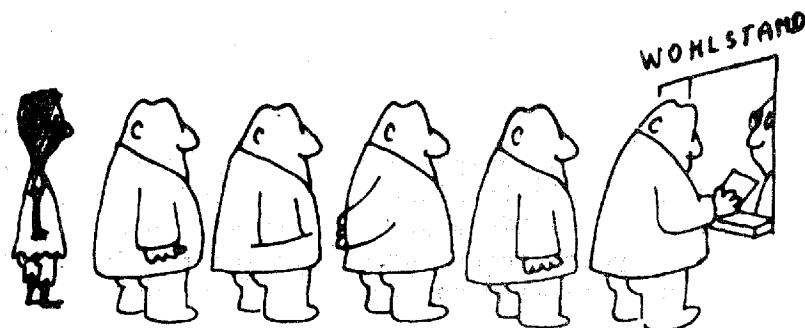
de 0,2% avec le budget de 1977. Il se trouvera ainsi placé dans une position qui sera de peu inférieure à celle des Etats-Unis et du Japon et supérieure à celle de la Suisse. Je rappelle qu'au contraire de ses grands partenaires l'aide luxembourgeoise n'est jamais liée, mais toujours totalement désintéressée. Ce fait, que tout ce que le Luxembourg contribue est don pur, a pour conséquence naturelle que le taux de l'aide du Luxembourg augmente plus lentement que celui de ses voisins.

Dans l'ensemble, le Gouvernement luxembourgeois est conscient qu'il doit persister dans son effort et surtout éviter que la continuité en soit interrompue, mais il ne voit aucune raison d'être honteux de ce qu'il a réalisé jusqu'à ce jour.

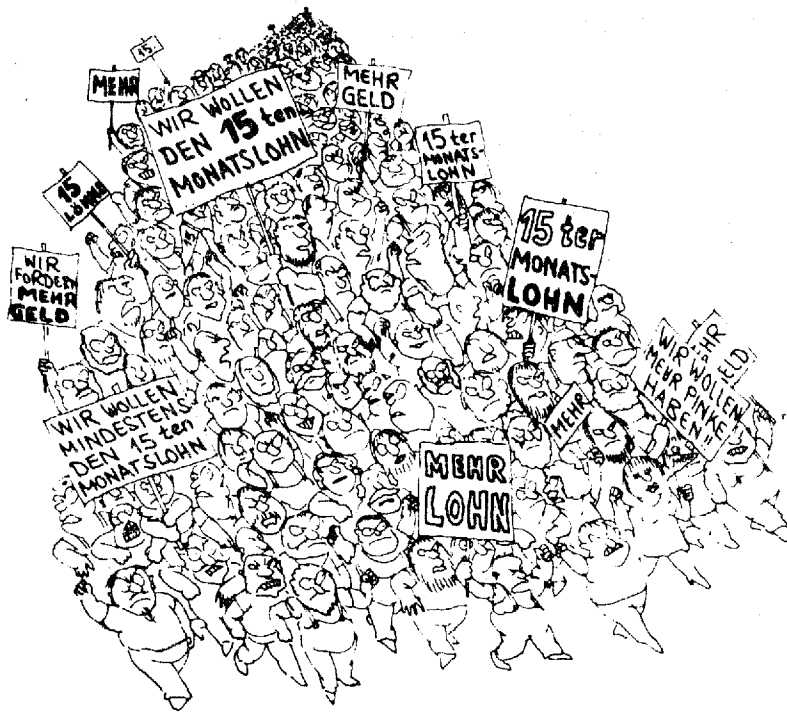
AFC/forum: En ce qui concerne les entreprises multinationales, bien des critiques ont été émises dans ces dernières années au sujet de leurs activités dans les pays notamment du Tiers-Monde.

Est-ce que à ce sujet vous pensez que les activités ^{des} multinationales qui sont chez nous sont irréprochables ?

Est-ce que notre Gouvernement a un moyen d'influence quelconque sur la conduite de ces multinationales dans les pays du Tiers Monde ?



peter. o. Sciana



M. Thorn: A ce jour, le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été saisi de plaintes qui auraient eu pour objet l'activité d'entreprises multinationales qui ont leur siège principal au Grand-Duché. Des affaires de ce genre seraient à régler cas par cas.

En ce qui concerne les moyens d'influencer l'activité des entreprises multinationales, le Gouvernement luxembourgeois la voit sur le plan international. A ce sujet, il y a lieu de rappeler que le Conseil de l'O.C.D.E., réuni au niveau des Ministres à Paris, les 21 et 22 juin derniers,

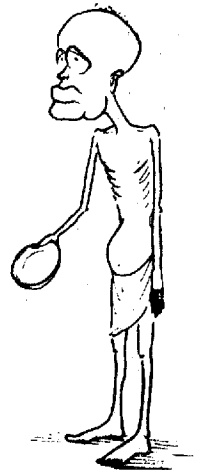
a adopté une Déclaration sur des principes directeurs concernant l'activité des entreprises multinationales. Il s'agit d'une sorte de code de bonne conduite fonctionnant sur une base volontaire. La Déclaration était accompagnée d'une décision instituant des consultations permanentes entre pays membres de l'O.C.D.E. ayant pour objet l'examen continu de la mise en pratique des principes directeurs.

AFC/forum: Nous croyons qu'une tâche importante dans nos pays industrialisés consiste à rendre le public conscient de ces problèmes. Pour quoi, à votre avis, la population luxembourgeoise voire la majorité de nos députés, portent-ils si peu d'intérêt à ces problèmes cruciaux ? Que pensez-vous faire en tant que Ministre de l'information pour accélérer une conscientisation dans ce domaine ?

La création d'un Ministère de la coopération ne pourrait-elle pas contribuer à montrer au public l'importance des problèmes internationaux dans lesquels chacun est inconsciemment impliqué ?

M. Thorn: Le Gouvernement n'a pas à se plaindre du manque d'intérêt que le public porte aux questions de la coopération internationale. Nous avons eu connaissance de travaux d'étude et de recherche effectués à des Universités et Instituts de hautes études de l'étranger par des étudiants luxembourgeois sur des sujets de développement. La coopération au développement fait l'objet de maintes discussions et conversations dans des cadres divers, confessionnels et laïques, du pays. La jeunesse, dont l'idéalisme se sent adressé directement par ces questions, répond avec un grand enthousiasme à tous les appels qui les concernent. Le présent questionnaire et la "Semaine du Tiers Monde" qui en est à l'origine constituent un témoignage bien vivant de cet intérêt. Le Gouvernement continuera, par ses déclarations officielles et par la voie des moyens modernes de diffusion de l'information à tenir le public au courant de son activité dans le domaine de la coopération.

La coopération au développement forme, avec les relations internationales et le commerce extérieur un des trois départements du Ministre des Affaires Etrangères.



Je renvoie à ce sujet à l'article premier de l'Arrêté grand-ducal du 17 juin 1974 portant constitution des départements ministériels ("Mémorial" seria A - no. 49 du 21 juin 1974), où les trois départements ministériels figurent sous des rubriques optiquement bien distinctes.

AFC/forum: Monsieur le député Santer a déposé une proposition de loi concernant la création d'un statut de coopérant luxembourgeois. En 1969 vous aviez déjà affirmé qu'un tel statut ne tarderait pas à être créé.

Quand et comment le Gouvernement actuel compte-t-il donner suite à cette question?

M. Thorn: Le projet de loi relatif à "la création d'un statut légal de volontaires de la coopération avec les pays en voie de développement" a fait l'objet d'études approfondies au sein d'un groupe de travail interministériel qui a été institué spécialement à cet effet. Parmi les nombreux aspects du problème que ce groupe a examinés, je cite celui de l'indemnisation, du régime de sécurité sociale et de la garantie de réintégration au retour au profit des coopérants, celui de la création d'une institution publique, administration gouvernementale ou agence parastatale financée par l'Etat, appelé à diriger les opérations à partir de Luxembourg, ainsi que celui des soins et de la protection à donner éventuellement par la création d'une chaîne nouvelle de postes diplomatiques dans les pays où ils exécutent leur mission.

L'approche générale du Gouvernement est bienveillante. Il apprécie en effet l'enthousiasme, le dévouement, le dynamisme et l'esprit de sacrifice des jeunes gens prêts à assumer des tâches de la plus haute responsabilité dans des conditions généralement très difficiles. En même temps des missions de coopérants ouvriront à de jeunes intellectuels une voie nouvelle pour se faire valoir sur un terrain utile et promettant.

D'autre part, comme les points énumérés parmi ceux qui ont été examinés par le groupe de travail le montrent, le Gouvernement est mis en face de réalités budgétaires très dures. L'exécution d'un programme de volontaires nécessite la mise sur pied d'une infrastructure très importante, car il ne saurait être question d'envoyer des jeunes gens dans les pays d'outre mer, sans qu'ils tiennent en main un projet d'assistance bien défini, établi à Luxembourg par une administration hautement qualifiée, et sans qu'ils puissent se référer dans le pays où ils opèrent à la protection d'une mission diplomatique luxembourgeoise. Or, ces impératifs politiques empêchent une réalisation rapide d'un programme de volontaires. Pour le moment, le Gouvernement devra continuer à en appeler aux possibilités qui se présentent dans les programmes d'experts des organisations internationales qui sont dotées de l'infrastructure administrative qui nous fait encore défaut et dont la création coûtera du temps. Il ne perdra pas de vue la question des coopérants et tâchera de la réaliser, dès que les moyens existent.

Le lecteur aura certainement remarqué le vague, l'imprécis qui traverse toutes les réponses, l'incertain aussi. M. Thorn s'hasarde tout au plus à faire des promesses, jamais à prendre des engagements. Cela montre plus clairement qu'on aurait pu le penser que le gouvernement n'a aucune conception d'ensemble pour une politique de coopération, et l'AFC a bien eu raison d'exiger dans la pétition adressée au gouvernement à l'occasion de la Semaine Solidarité Tiers-Monde (cf. "forum" N° 8), en tout premier lieu l'élaboration et la publication d'une telle conception. M. Thorn ne dit en effet nulle part quels sont les objectifs poursuivis par notre politique de coopération, quels buts elle veut atteindre, dans les pays en voie de développement (PVD) comme dans le nôtre, quels principes guident le choix des premiers bénéficiaires, etc.

M. Thorn insiste dans sa première réponse sur le fait que le Luxembourg s'est rallié dès la première heure à ceux qui clamaient l'urgence d'une assistance systématique aux PVD. Et pourtant le Grand-Duché sera un des derniers pays de l'O.C.D.E. à attein-

dre le taux de 0,7% du P.N.B. à transférer au titre d'aide publique aux PVD, taux exigé par le programme des Nations Unies pour le développement depuis le rapport Pearson de 1969, taux à atteindre en principe jusqu'en 1975, au plus tard jusqu'en 1980. M. Thorn doit concéder qu'actuellement au Luxembourg on en est à 0,2%.

Le gouvernement n'a pas seulement point d'idée sur une stratégie cohérente, il semble encore ignorer les raisons du sous-développement de deux tiers de la population mondiale. Ainsi le Président du Gouvernement en vient à déclarer que "la pauvreté n'a pas été introduite dans les pays d'outre-mer qu'au moment de l'arrivée des Européens. Elle y a existé avant le colonialisme." Pour toute une série de pays aujourd'hui sous-développés, cela est faux! L'exemple de l'Inde est éloquent à cet égard: les exportations de produits fabriqués en coton y sont tombés de 1,25 millions d'unités en 1814 à 63.000 unités en 1844, parce que cette industrie florissante a consciemment été détruite par les Anglais afin de protéger les industries cotonnières en métropole. D'autres exemples se trouvent facilement pour l'Amérique Latine. M. Thorn ajoute à la phrase sus-citée quelques mots sur les omissions des pays colonisateurs en matière de répartition des fruits de la richesse minérale ou agricole exploitée par eux. Mais aucun mot sur les mécanismes du marché mondial qui empêchent encore aujourd'hui tout effort des pays pauvres pour un développement indépendant, et je ne parlerai pas de l'attitude paternaliste qui se laisse percevoir à la fin de la 2^e réponse.

Il n'est donc pas étonnant que notre ministre du commerce extérieur soit optimiste quant aux effets bénéfiques d'un nouvel ordre économique mondial et qu'il mette en garde contre des critiques prématurées de ses effets. "forum" N^o 8 a contenu un long article de H. Heyne sur les dangers et les carences de cette conception d'un nouvel ordre économique international. Nous n'y reviendrons pas. Qu'il soit cependant permis, voire nécessaire, de critiquer ces projets dès les premiers pas, nous n'en doutons pas, car les premiers pas mal engagés peuvent être décisifs.

La réponse de M. Thorn à la question sur les représailles possibles des PVD est évasive, mais trahit néanmoins son souci de préserver avant tout "l'intérêt du pays". Et l'intérêt des pays pauvres? M. Thorn ne répond pas à la question de savoir ce qu'il fera face aux désirs et velléités de certains pays pauvres de nationaliser leurs ressources naturelles. Et pourtant la déclaration sur le nouvel ordre économique international qui a clôturé la conférence de l'ONU sur les matières premières et le développement a entériné le principe que de telles mesures peuvent correspondre à leur intérêt légitime, un intérêt contraire au nôtre.

Evasif, M. Thorn l'est aussi en répondant à la question concernant les activités des firmes multinationales. Comme c'est un problème trop complexe pour être commenté ici en quelques lignes, "forum" y reviendra certainement. Qu'il soit cependant permis de faire remarquer que le code de bonne conduite élaboré par l'O.C.D.E. n'a aucun caractère contraignant et que la morale est un vocable inconnue dans ces milieux d'affaires (cf. F. Spies, Ein Feigenblatt für Politiker, in: Die Zeit, Nr. 8, 13.2.1976).

La réponse suivante du ministre de l'Information est intéressante par le critère qu'applique M. Thorn pour juger de l'intérêt que le public porte aux problèmes des PVD. Il prend, en effet, en considération d'une part les mémoires et thèses des étudiants en sciences politiques et économiques luxembourgeois (catégorie oh combien représentative pour la population entière!), et d'autre part les discussions qui se font dans quelques groupes dont c'est l'objectif même de propager une conscientisation des masses! Le vase ne pourrait être mieux clos. Mais les masses restent dehors. M. Thorn le préfère sans doute, car elles pourraient lui demander des comptes, même sur un sujet aussi peu populaire jusqu'à présent que la politique de coopération au développement.

Quant à la dernière question, il est presque vain d'en perdre un mot. Qui oblige en

effet le gouvernement à créer d'abord des missions diplomatiques (inséparables du luxe des milieux officiels) avant d'envoyer des coopérants dans les PVD auprès des couches pauvres de la population? Qui l'empêche de résoudre dès à présent les problèmes de la sécurité sociale, de l'indemnisation etc. pour permettre à des volontaires de se faire engager par des organismes privés ou étrangers qui soutiennent des programmes de coopérants techniques? Quelques-uns de mes amis avaient eu en 1969 (!) une entrevue avec M. Thorn pour lui parler du statut de coopérant, déjà à l'étude à cette époque. Il leur promit qu'ils pourraient partir tranquillement l'année suivante. A ce qu'il paraît, le statut sera soumis au vote prochainement ...

Il ne nous reste qu'à remercier M. G. Thorn pour ces réponses à nos questions. Espérons que la prochaine fois il nous recevra personnellement pour que nous puissions tout de suite mettre au clair certaines imprécisions.

m.p.